

Document 1 : Article paru dans *Libération* le 27/12/2020

Arts plastiques: mutations à marche forcée

Par Clémentine Mercier et Elisabeth Franck-Dumas — 27 décembre 2020 à 17:16

Institutions muséales bouleversées, grandes foires et biennales chamboulées, désarroi des artistes et des travailleurs indépendants du secteur : en France comme à l'étranger, la pandémie a plongé le monde de l'art dans un marasme économique l'obligeant à remettre en question ses modes de fonctionnement pour survivre.

C'est l'heure des bilans, vaste programme dans un secteur des arts visuels plus déboussolé que jamais. Impossible de recenser toutes les mutations que ces douze mois auront ramassées, toutes les situations inédites, voire surréalistes, qui semblaient impossible à envisager à la même date l'an passé. Des expositions accrochées que personne ne peut voir, des semaines durant ? Des musées qui vendent leurs collections ? Des foires suivies sur un écran d'ordinateur, à s'en dessécher les pupilles ? Des artistes privés de reconnaissance ? Des vœux pieux en pagaille, dans un milieu qui courait après les grands raouts ? L'on ne sait si ces mutations s'installeront pour de bon, mais aujourd'hui l'on voit surtout du mauvais, du gros temps, une vraie tempête qui risque de laisser sur le carreau quantité de travailleurs du secteur, des artistes aux régisseurs, des galeristes aux conservateurs, des critiques aux médiateurs. Et que dire des nouvelles résolutions de faire plus avec moins (de voyages, de dépenses, d'emprunts, de moyens) : nous promettent-elles, en plus d'un milieu plus écolo et économe, des projets au rabais ? Alors que, justement, l'on a besoin des artistes, ces personnalités «non essentielles», pour tout simplement nous raconter ce que nous vivons ? Bilan en six points d'une année terrible.

Les musées américains asphyxiés

Si la crise sanitaire de 2020 a eu des répercussions graves pour tous les musées, elle a pris aux Etats-Unis un tour catastrophique : un tiers des institutions pourraient fermer, a mis en garde cet automne l'alliance des musées américains (AAM). En l'absence de billetterie, de revenus liés à la location d'espaces et de galas de charité, leurs pertes collectives s'élèvent à près de 30 milliards de dollars. En conséquence, les institutions ont tranché dans la masse salariale - le Metropolitan Museum de New York a ainsi supprimé 20 % de ses effectifs, citant des pertes de 150 millions de dollars, et de l'autre côté de Central Park, le musée d'Histoire naturelle a licencié 200 employés et mis 250 autres au chômage technique (sur 1 100 personnes). Les institutions américaines, majoritairement privées, n'étant pas soumises au principe d'inaliénabilité des collections mais encadrées par l'association des directeurs de musées (AAMD), qui a assoupli ses règles jusqu'en 2022 en raison de la pandémie, plusieurs musées se sont résolus à vendre des œuvres pour tenter de rester à flot. Le Brooklyn Museum, déjà en difficulté financière avant l'arrivée du Covid, a mis aux enchères des trésors de ses collections chez Christie's et Sotheby's en octobre, dont une toile de Courbet et une de Cranach, pour un total de 26 millions de dollars.



Le 30 novembre à l'expo «Matisse», durant la fermeture du centre Pompidou. Photo Christophe Maout

L'emprise grandissante du virtuel

Tout n'a pas été que temps perdu en 2020 : le centre Pompidou a profité du deuxième confinement pour lancer son nouveau site web, mettant fin au grand mystère de navigation à quoi se résumait l'ancien. Mais partout, institutions, galeries et manifestations ont été obligées de réinventer leur rapport au virtuel, pour tenter de «garder le lien» avec un public de plus en plus soumis au bombardement d'images en ligne. Les foires TEFAF et ArtBasel ont rivalisé d'initiatives pour justifier leur existence, alors que ce qui fait le sel de ces grandes manifestations, découvertes et rencontres, échanges d'informations, se passe en général dans leurs allées bondées. Certains musées se sont mis aux visites payantes - telle la National Gallery de Londres, qui propose sur son site un parcours guidé de son exposition «Artemisia» autour de 9 euros. Mais en douce, tous regrettent la chaleur du contact et avouent espérer que personne ne s'habitue à ce nouveau rapport aux œuvres, qui priverait in fine ces lieux de leur raison d'être.

Le casse-tête des foires et biennales

Adieu vernissages dispendieux, à bas foires internationales au bilan carbone désastreux, au feu les biennales d'art contemporain tout aussi peu écologiques, ciao expositions blockbusters racoleuses... En 2021, le monde de l'art - friand de raouts cosmopolites avec brassages de populations et risques de contamination - fait son autocritique nécessaire et flagellatoire. Indexée sur une mondialisation florissante, l'expansion dans les vingt dernières années du modèle des foires (près de 300 en 2019 selon le site Artnet News) et de la formule des biennales (environ 150 selon *le Quotidien de l'art*), est mise à mal par la fermeture des frontières et les difficultés de faire voyager œuvres, artistes et visiteurs. Alors, tout foutre en l'air pour repenser le système avec les meilleures intentions du monde ? Se réinventer en serrant les dents et les budgets ? La multiplication événementielle donnait le vertige à tout le secteur - journalistes

compris -, et la décélération planétaire fait ressortir les excès et contradictions d'un milieu coincé entre marché, concurrence et ambitions esthétiques. L'échec critique de la biennale itinérante Manifesta à Marseille, les fermetures anticipées de celles de Riga, Sydney ou Berlin vont dans le sens de plus d'austérité : promis juré craché, les acteurs réfléchissent à d'autres modèles. La Biennale de Lyon est déjà reportée à 2021, celle de Venise à 2022. Et les foires s'interrogent sur des formules plus intimistes, comme le fait le salon Galeristes depuis plusieurs années. Mais comment découvrir de nouveaux artistes hors des échanges internationaux ? Comment vendre à un marché élargi quand on est une galerie essentiellement locale ? Et qui sait si tous ces vœux pieux ne seront pas vite oubliés, une fois la crise écartée ?

Programmations de plus en plus acrobatiques

Le public pourra-t-il enfin découvrir les expositions «Les Louvre de Pablo Picasso» au Louvre-Lens ou «Noir et blanc, une esthétique de la photographie, collection de la BNF» au Grand Palais en 2021 ? Ceux qui n'ont pas eu le temps de voir la rétrospective Cindy Sherman à la Fondation Louis Vuitton ou la monographie de Léon Spilliaert au musée d'Orsay pourront-ils se rattraper ailleurs ? Rien n'est moins sûr, tant les programmations de l'année 2020 ont rimé pour les institutions culturelles avec prolongations, reports ou annulations. En France, les deux confinements - et particulièrement le second, qui ne s'est pas associé à une réouverture le 11 décembre - ont eu raison des plannings serrés des musées et centres d'art habitués à des rotations rapides pour attirer toujours plus de visiteurs.

L'incertitude de l'année 2021, soumise aux aléas de la crise sanitaire, grandit, et à ce jour, la réouverture du 7 janvier a été mise en doute par la ministre de la Culture elle-même. Désormais habitués au casse-tête et aux agendas acrobatiques, les directeurs d'institutions doivent faire preuve d'adaptabilité pour bâtir des programmes sur des sables mouvants. Abandonner les expositions blockbusters trop coûteuses et peu écologiques, se recentrer sur ses collections, ménager les artistes déçus qui doivent patienter, fermer pour effectuer des travaux sont les options et contraintes qui s'offrent à eux. Pour les projets partis en fumée, seules les publications pourront témoigner du travail scientifique fourni par les experts sur plusieurs années.

Inquiétudes autour de la place de l'artiste

S'il y a une chose que les artistes ont comprise cette année, c'est que leur activité a été rangée parmi les «non essentielles de la nation». Sans même une mention du président de la République pour la culture lors de sa dernière allocution, les plasticiens, photographes, peintres - dernière roue du carrosse après le cinéma ou le spectacle vivant - n'avaient plus qu'à aller «hypnotiser le tigre» tout seuls dans leur atelier. Expos déprogrammées, workshops annulés, résidences ajournées, production d'œuvres retardées, vernissages fantômes se sont ajoutés à l'interdiction de circuler pendant les confinements : un handicap de plus pour des professions habituées aux échanges et aux déplacements. Question finances, seulement 2 % des 265 000 inscrits à la Maison des artistes et à l'Agessa (6 000 personnes) ont bénéficié du fonds TPE du ministère des Finances et 1 500 d'entre eux ont pu recevoir les aides du ministère de la Culture. Il a alors fallu trouver en soi la motivation pour continuer : certains en ont profité pour aménager leur atelier, faire du tri, lancer un site internet (Eric Tabuchi et Nelly Monnier) et d'autres se sont mis sérieusement à la vidéo (Chloé Poizat). D'autres ont continué, pressés par l'urgence. Laurent Tixador, expert dans l'art de la survie, s'est offert de bons moments de bricolage en fabriquant deux fours à briques lors de sa résidence confinée à la Maison forte de Monbalen près d'Agen (Lot-et-Garonne). Antoine d'Agata a traqué le virus au plus près des malades et a

sorti un livre et monté une expo en un temps record. Nicolas Floch, photographe plongeur, compte les jours avant de pouvoir à nouveau s'immerger et Marina Gadonneix se désespère et trépigne en attendant le moment où elle pourra à nouveau photographier dans un laboratoire scientifique. Croisons les doigts pour que rouvre la belle exposition «la Vie des tables» au Crédac, à Ivry-sur-Seine : 49 artistes y ont envoyé des œuvres pouvant tenir sur une table, qui toutes disent quelque chose du moment qu'ils ont traversé, le confinement et ses espaces contraints, ses heures perdues, ses angoisses... Et malgré tout, la persistance de la création.

Un secteur fragilisé à tous les niveaux

Et les installateurs d'œuvre d'art ? Les régisseurs ? Les médiateurs culturels ? Les guides ? Les vacataires des musées ? Les attachés de presse ? Les critiques ? La crise sanitaire a soudain révélé la fragilité de nombreux travailleurs indépendants du monde de l'art, ceux qui œuvrent dans l'ombre ou ceux chargés du lien avec le public. Plus de visites, plus de travail... En l'absence de statut précis et de conventions collectives pour les médiateurs culturels, par exemple, l'idée de l'extension de l'intermittence aux travailleurs des arts visuels fait son chemin chez certains militants pour assurer une meilleure protection sociale à ces métiers. En France, dans l'ensemble, si la tutelle de l'Etat ou des collectivités locales a permis aux équipes salariées des structures culturelles d'être plutôt protégées par les fermetures pendant les deux confinements, tous les métiers périphériques ont été touchés par la baisse d'activité.

Quant aux structures mêmes, dans un contexte de baisses régulières de subventions, elles doivent chercher des financements et sont d'autant plus soumises à leurs tutelles. Les restrictions budgétaires ont eu la peau du centre d'art de Pougues-les-Eaux dans la Nièvre, vendu par le département cet automne. A Sérignan, le Mrac, musée régional d'Art contemporain, n'a plus de direction depuis le départ de Sandra Patron en 2019. Autre exemple, à Montpellier, suite à l'arrivée d'un nouveau maire, le projet de l'Hôtel des collections, dirigé par Nicolas Bourriaud, est remis en cause. Les difficultés touchent tous les métiers, des plus cachés aux plus en vue.

Restitution au cas par cas d'œuvres à l'Afrique

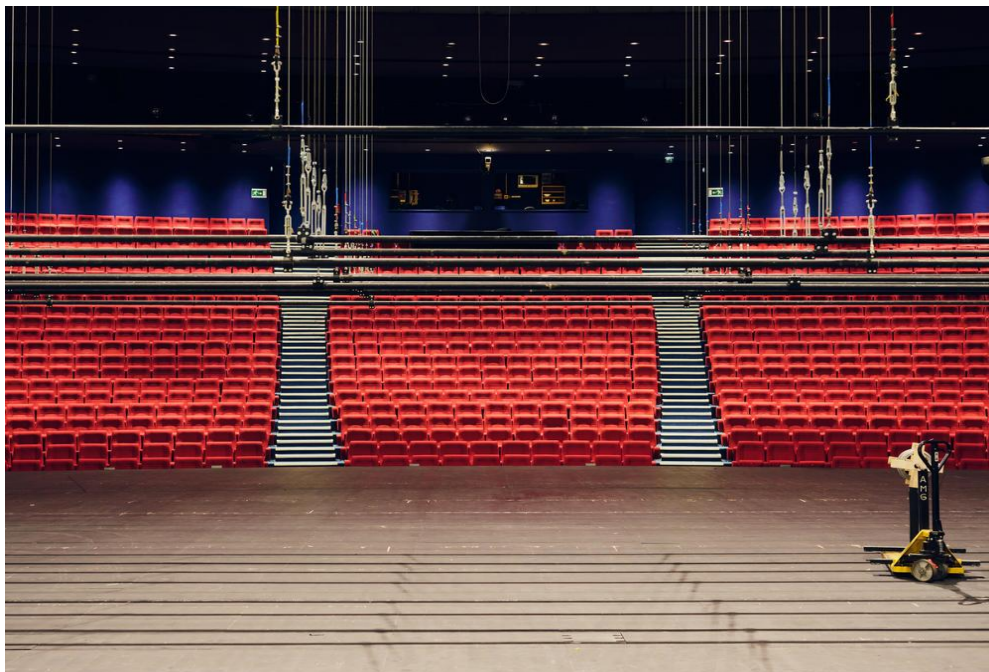
Indépendamment de la crise, l'année 2020 aura été marquée par un geste important. Cela aura mis trois ans. En novembre 2017, à l'université de Ouagadougou, Emmanuel Macron avait appelé à ce que *«d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique»*. Le 17 décembre, par dérogation au principe d'inaliénabilité des collections, le Parlement a voté pour la restitution au Bénin du «Trésor de Béhanzin», 26 œuvres provenant du palais des rois d'Abomey conservées au musée du Quai-Branly, et pour le transfert du sabre avec fourreau attribué à El Hadj Oumar Tall, jusqu'alors en dépôt au musée des Civilisations noires à Dakar, au Sénégal. Ce vote fait suite au rapport commandé par Emmanuel Macron à l'historienne de l'art Bénédicte Savoy et à l'écrivain et économiste sénégalais Felwine Sarr, qui avait créé un pataquès dans les musées en prônant le retour massif d'artefacts pillés ou spoliés pendant la colonisation, et en recommandant le passage d'une loi-cadre. *«Ce projet de loi n'aura pas pour effet de créer une jurisprudence, s'est empressé de réaffirmer la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot. Il n'institue aucun droit général à la restitution en fonction de critères abstraits définis a priori.»* E.F.-D. Clémentine Mercier, Elisabeth Franck-Dumas

Document 2 : Article paru dans *Télérama*

Culture et Covid-19 : on connaît enfin l'étendue des dégâts

Odile de Plas

Publié le 03/07/20 mis à jour le 07/12/20



La Maison des arts de Creteil, mardi 30 juin 2020.

Cyril Zannettacci / Agence VU' pour Télérama

Une enquête du Département des études, de la prospective et des statistiques donne enfin des chiffres pour mesurer l'impact de la crise sanitaire. Le spectacle vivant et les musées sont les plus durement touchés. Pour d'autres secteurs, la pandémie aura encore des conséquences les prochaines années.

Près de deux mois après la sortie du confinement, une enquête du Département des études, de la prospective et des statistiques (Deps) a mesuré l'impact de la crise du Covid-19 sur la culture. Sa lecture vient confirmer les craintes des professionnels. L'activité culturelle est l'un des secteurs les plus durement touchés de l'économie française. Le plus inquiétant : son redressement sera lent et incertain.

Commencée dès le mois de mars, l'analyse du Deps, réalisée en collaboration avec d'autres institutions et des organisations professionnelles, s'appuie sur un large panel : plus de 7 800 acteurs de la culture ont été consultés à travers 11 secteurs identifiés (livre, presse, musique enregistrée, publicité, audiovisuel et cinéma, jeux vidéo, spectacle vivant, arts visuels,

enseignement culturel, patrimoine, architecture). Elle a mesuré les effets du confinement et d'une reprise d'activité dans les conditions que nous connaissons actuellement : pas de reconfinement, des mesures sanitaires strictes dans les espaces publics et les commerces, l'interdiction des grands rassemblements jusqu'à la fin de l'année.

Les plateformes du streaming, uniques bénéficiaires

Avant la pandémie, la culture représentait environ 2,3 % de l'économie française. Son chiffre d'affaires s'élevait en 2019 à 97 milliards d'euros, grâce à 79 800 entreprises et 635 700 personnes y occupant un emploi à titre principal. Selon l'étude, l'impact de la crise se traduira tous secteurs confondus par une baisse moyenne de chiffre d'affaires de 25 % en 2020 par rapport à 2019 (soit 22,3 milliards d'euros). En matière de perte d'activité, la culture est même le deuxième domaine le plus frappé par cette crise, après la construction.

Dans le détail, certains secteurs souffrent nettement plus que d'autres : le spectacle vivant (- 72 % de chiffre d'affaires), le patrimoine (- 36 %), les arts visuels (- 31 %), l'architecture (- 28 %). Uniques bénéficiaires, prévisibles, de la situation : les plateformes de streaming et téléchargement et le jeu vidéo, qui lui devrait voir son chiffre d'affaires croître de 15 % en 2020.

Selon les secteurs, l'effet du confinement a pris une forme différente : un arrêt brutal de l'activité (cinémas, spectacles, musées), un arrêt progressif (publicité, édition musicale, livre, presse...), pas d'arrêt, voire un développement (jeu vidéo et plateformes). De même, la reprise ne se vit pas partout de la même manière. Si les libraires, les musées ou les cinémas ont pu reprendre leur activité avec le déconfinement, les spectacles et les festivals sont encore à l'arrêt, annulés ou en attente de conditions sanitaires économiquement viables.

Des conséquences en différé

L'étude a ainsi identifié quatre grands types d'impact : un impact faible ou positif (jeu vidéo, plateformes de streaming et téléchargement) ; un impact significatif, avec un quasi-retour à la normale attendu d'ici à la fin de l'année (livre, presse, musique enregistrée, publicité, photo, mode, design, vente aux enchères d'objets d'art...) ; un impact en décalage (édition musicale, archéologie, architecture) et un impact significatif et une reprise lente (spectacle vivant, musées, galeries, arts plastiques, restauration du patrimoine, cinéma...).

Double peine : pour les secteurs les plus touchés en 2020, la crise devrait se poursuivre en 2021 et 2022, l'annulation des tournées et les mesures sanitaires affaiblissant durablement la demande en matière de spectacle vivant et de salles de cinéma. Du côté de l'art, l'instabilité du marché entraîne une reprise lente et à risque. Quant aux musées, expositions et lieux de patrimoine, leur dépendance au tourisme affaiblit durablement leur activité.

Pour certains, la situation sera même plus dure les deux prochaines années. C'est le cas de la restauration du patrimoine, du fait de sa dépendance vis-à-vis du BTP, ainsi que de l'édition musicale car, bien que celle-ci ait été jusqu'alors faiblement touchée, la baisse des droits d'auteur et l'arrêt des enregistrements auront des conséquences en différé. Des perspectives particulièrement inquiétantes concernant l'emploi, quand on sait que 50 % du total des postes occupés à titre principal le sont dans les secteurs les plus frappés.

Document 3 : Article de L'UNESCO paru le 29/03/2020

La culture, un besoin vital en temps de crise

29/03/2020

Le COVID-19 met clairement en évidence la nécessité de la culture pour les communautés. Lorsque des milliards de personnes sont physiquement séparées les unes des autres, c'est la culture qui nous rapproche, elle est le lien qui nous unit et réduit la distance qui nous sépare. La culture nous apporte réconfort dans période d'anxiété. Mais alors que nous comptons sur la culture pour traverser cette crise, le secteur culturel souffre terriblement. De nombreux artistes et créateurs sont incapables de joindre les deux bouts, et encore moins de créer de nouvelles œuvres d'art. Tandis que le monde s'efforce de faire face au danger du COVID-19, nous devons mettre en place des mesures pour soutenir les artistes et l'accès à la culture, à court et à long terme.

Par Ernesto Ottone, Assistant Directeur Général pour la Culture.

La culture, bien commun essentiel et source de résilience

De nombreux pays ont fermé leurs musées, salles de spectacle et autres lieux culturels en vue de stopper la pandémie de COVID-19. La culture se déplace en partie sur l'internet, les réseaux sociaux et aux balcons des habitations des grandes villes.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une crise mondiale sans précédent, jamais connue au cours de ce siècle. Des milliers de personnes ont perdu la vie à cause du COVID-19 et beaucoup d'autres ont été infectées. Des milliards de personnes sont aujourd'hui confinées à la maison dans le monde entier. Ceux qui ne peuvent pas travailler de chez eux - médecins, infirmières, personnel d'urgence, ceux qui travaillent pour assurer les services essentiels dans les supermarchés et dans les pharmacies, et le personnel de salubrité, pour n'en citer que quelques-uns - mettent leur vie en danger chaque jour pour nous garder en sécurité et en bonne santé. Les systèmes de santé, même dans les pays les plus riches, sont mis à rude épreuve sous la pression de cette pandémie mondiale. Sur le plan économique, social et psychologique, il est probable que l'impact du COVID-19 se fera sentir bien longtemps après la fin de cette crise sanitaire.

Le COVID-19 a mis très clairement en évidence, comme c'est souvent le cas avec les crises, la nécessité de la culture pour les personnes et les communautés. Sur les réseaux sociaux, nous avons regardé des vidéos passionnantes postées par des artistes et des musiciens de renommée mondiale qui se produisent gratuitement pour leurs voisins, ainsi que pour des millions de personnes en ligne. Beaucoup utilisent leurs talents artistiques pour diffuser des informations importantes sur le COVID-19, telles que le lavage adéquat des mains et la nécessité d'éloignement social. Nous avons vu des communautés entières, isolées dans leurs maisons et dans leurs appartements, se réunir pour chanter, jouer de la musique, danser et même projeter des films depuis les fenêtres et les balcons. Des musées, des opéras, des salles de concert et d'autres institutions culturelles, désormais fermés au public, ont généreusement ouvert leurs portes en ligne, proposant des visites virtuelles gratuites de leurs collections et diffusant gratuitement des spectacles en streaming. Les bibliothèques, y compris les cinémathèques, ont également ouvert leurs collections au public. L'UNESCO encourage les sites du patrimoine mondial à faire de même. Les plateformes de l'UNESCO comme World

Heritage Journeys in Europe offrent déjà la possibilité d'explorer le patrimoine mondial en restant chez soi.

À l'heure où des milliards de personnes sont physiquement séparées les unes des autres, la culture nous rapproche, elle est le lien qui nous unit, elle réduit la distance qui nous sépare. La culture nous apporte réconfort, inspiration et espoir, alors qu'on traverse une période d'anxiété et d'incertitude inédites.

La culture est le lien qui nous unit, elle est un ciment qui réduit la distance qui nous sépare et permet de recréer un sentiment de cohésion et de solidarité dans l'adversité. La culture apporte du réconfort en période d'anxiété et de d'incertitude.

La culture est aussi en crise

Et pourtant, alors même que nous comptons sur la culture pour traverser cette crise, nous ne pouvons pas oublier que la culture souffre elle aussi. De nombreux artistes et créateurs, en particulier ceux qui travaillent dans l'économie informelle ou l'économie « des petits boulots », sont désormais incapables de joindre les deux bouts, et encore moins de créer de nouvelles œuvres d'art. Les institutions culturelles, grandes et petites, perdent chaque jour des millions de recettes. De nombreux sites du patrimoine mondial sont désormais fermés, ce qui aura également un impact social et économique sur les communautés qui vivent sur ces sites et dans leurs environs. Le COVID-19 a mis à l'arrêt de nombreuses pratiques du patrimoine culturel immatériel -- rituels, rites et cérémonies, religieux et non-religieux -- avec des conséquences importantes pour la vie sociale et culturelle des communautés partout dans le monde. Comme l'a montré le récent tremblement de terre à Zagreb, le COVID-19 complique davantage les efforts de réponse aux situations d'urgence affectant le patrimoine culturel qui reste vulnérable aux catastrophes naturelles et à d'autres menaces.

En outre, pour des millions de personnes dans le monde, l'accès à la culture par des moyens numériques reste hors de portée. Selon l'Union internationale des télécommunications des Nations unies, 86 % de la population des pays développés utilise l'internet, contre seulement 47 % de la population des pays en développement.^[1] La Commission du haut débit pour le développement durable, créée par l'UIT et l'UNESCO, précise dans son rapport sur l'état du haut débit en 2019 qu'un total de 43,5 % des personnes interrogées dans les pays à faible revenu ont indiqué qu'une mauvaise connectivité constituait un obstacle lorsqu'elles essayaient d'utiliser l'internet, contre seulement 34,6 % des personnes à revenu moyen supérieur et 25 % des personnes à revenu élevé. En termes d'accès à l'internet, d'importantes inégalités entre hommes et femmes persistent. Selon l'OCDE, le nombre des femmes possédant un smartphone et qui peuvent accéder à l'internet mobile est de 27 millions inférieur à celui des hommes.^[2] La publication de l'UNESCO de 2019 "Je rougirais si je pouvais", réalisée sous les auspices de la coalition pour les compétences EQUALS, illustre que les femmes ont aujourd'hui quatre fois moins de chances que les hommes d'être alphabétisées numériquement".

^[1] ITU, 2019: "Measuring Digital Development", p. 2.

^[2] OECD, 2017: "Bridging the Digital Gender Divide", p. 5.

© Graham Denholm/Getty Images for Herbie Hancock Institute of Jazz

Il faut un effort mondial pour soutenir les artistes et l'accès à la culture, aujourd'hui et à plus long terme

Soutenir les artistes et améliorer l'accès à la culture

Alors que le monde s'efforce de faire face au danger immédiat du COVID-19, nous devons également mettre en place des mesures pour soutenir les artistes et l'accès à la culture, à court et à long terme.

Nous devons œuvrer pour que la culture soit accessible à tous et que la diversité des expressions culturelles de l'humanité puisse s'épanouir, en ligne et hors ligne. Pour que la culture soit accessible aux communautés qui n'ont pas accès à l'internet, y compris les peuples autochtones, nous devons adopter des outils analogiques, comme les radios communautaires. Nous devons encourager les pays à faire en sorte que les artistes puissent accéder aux marchés mondiaux et qu'ils soient rémunérés équitablement pour leur travail. Chaque cinquième personne employée dans les activités culturelles travaille à temps partiel, et souvent sur une base contractuelle, indépendante ou intermittente. Nous devons donc repenser les cadres de travail et de protection sociale pour les artistes, afin de prendre en compte le mode particulier de leur activité professionnelle.^[1] À tout moment, y compris en temps de crise comme celle-ci, nous devons veiller à ce que les droits économiques, sociaux et humains des artistes et des créateurs soient respectés. Cela inclut leur droit à la libre expression et à la protection contre la censure.

L'UNESCO s'est donné pour mission de promouvoir l'accès à la culture pendant cette période d'isolement et de confinement. Sur les médias sociaux, nous avons lancé la campagne #stayathome & #ShareCulture pour encourager les gens du monde entier à partager leur culture et leur créativité en ligne. Nous renforçons également nos efforts pour améliorer l'accès à la culture et soutenir la protection des artistes, afin de s'attaquer aux causes profondes de la crise actuelle à laquelle la culture est confrontée.

Aujourd'hui, plus que jamais, les gens ont besoin de la culture. La culture nous rend plus résistants. Elle nous donne de l'espoir. Elle nous rappelle que nous ne sommes pas seuls. C'est pourquoi l'UNESCO fera tout son possible pour soutenir la culture, sauvegarder notre patrimoine et donner aux artistes et aux créateurs les moyens d'agir, maintenant et après la fin de cette crise. Nous espérons que vous nous rejoindrez dans cet effort, en soutenant la culture dans votre propre communauté, autant que vous pouvez.

^[1] UNESCO, 2019: "Culture and Working Conditions for Artists", p. 6.

Covid-19: la culture doit-elle être sacrifiée sur l'autel de l'incohérence gouvernementale?

Ceux que vous considérez comme “non essentiels” sont à bout de souffle. Ils sont excédés de devoir sans cesse reprogrammer leurs spectacles ou leurs films.

Maxime Minot Député de l'Oise (LR), secrétaire de la commission des Affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale



Michel GILE via Getty Images Des rubans de chantier sur lesquels sont inscrits les slogans "Culture en danger" et "Non essentiel" sur la vitrine du théâtre des Quinconces au Mans, le 17 décembre 2020. (Photo by Michel GILE/Gamma-Rapho via Getty Images)

Lettre ouverte à Madame Roselyne Bachelot, Ministre de la Culture.

La campagne de vaccination le montre, une fois encore, l'absence de stratégie se dispute à la confusion. Malheureusement, cette incohérence est une constante dans de nombreux domaines y compris pour celui de la Culture, à l'arrêt depuis de très nombreux mois. Le 5 janvier, nouvelle désillusion, une de plus, une de trop.

La Culture française si rayonnante et dynamique avant la crise, chère dans le cœur des Français, voit chaque jour qui passe sa survie menacée faute de perspective d'avenir. Secteur

économique, fort de 700.000 emplois, elle joue un rôle essentiel dans notre mode de vie. Pourtant vous la laissez à son sort, et votre résignation, mardi dernier sur RTL, en admettant être dépourvue de toute visibilité n'est pas à la hauteur de l'engagement de ces hommes et ces femmes qui, bien souvent, font ce métier par passion, celle de la transmission d'une émotion dont nous avons tant besoin en cette période d'incertitudes.

Les "stop & go" sont néfastes et ne peuvent s'inscrire dans la durée pour constituer une solution réaliste ou votre unique méthode.

En refusant d'autoriser les cinémas, les théâtres, les musées etc... à réouvrir dans un strict respect des gestes barrières et du protocole sanitaire, votre gouvernement fait preuve d'une contradiction la plus totale. Madame la Ministre, les Français ne comprennent plus votre politique. Pourquoi laisser quotidiennement nos concitoyens s'entasser dans les transports en commun et les empêcher en parallèle de se rendre dans des lieux culturels? Bienvenue en absurdie.

Ceux que vous considérez comme "non essentiels" sont à bout de souffle. Ils sont excédés de devoir sans cesse reprogrammer leurs spectacles, leurs films, leurs concerts à des dates ultérieures; dates qu'ils devront à nouveau repousser car vous êtes incapables de leur donner une date certaine de réouverture. Les "stop & go" sont néfastes et ne peuvent, en aucun cas, s'inscrire dans la durée pour constituer une solution réaliste ou votre unique méthode.

Selon vous, "nous manquons d'éléments objectifs scientifiques" pour justifier la non-réouverture des lieux culturels, mais Madame la Ministre, nous n'avons pas également d'éléments objectifs scientifiques qui nous démontrent qu'aller au cinéma, au théâtre ou au musée, nous expose plus au virus que de prendre les transports en commun. Et ne nous dites pas que les transports en commun permettent d'aller travailler et de participer à la vie économique parce que la culture représente, elle aussi, tout un pan de l'activité économique de notre pays! Il est incompréhensible de laisser circuler des métros et des trains parfois surchargés où les gens sont assis côte à côte et l'un en face de l'autre; d'encourager nos compatriotes à aller consommer et faire la queue, parfois sans fin, dans les magasins, d'un côté, et de refuser la réouverture des cinémas ou des théâtres en laissant un siège sur deux de libre, au sein du public, de l'autre. Quand le gouvernement compte-t-il enfin faire preuve de bon sens?

Le lien avec le public dont ils sont aujourd'hui privés est l'essence même de leur métier.

Pourtant les professionnels de la culture sont prêts! Prêts à accueillir à nouveau du public avec la mise en place d'un protocole sanitaire renforcé: respect des distances au sein du public, distribution de gel hydroalcoolique, port du masque obligatoire, espacement des représentations etc... Le lien avec le public dont ils sont aujourd'hui privés est l'essence même de leur métier. Alors Madame la Ministre, comme je vous l'ai déjà demandé dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, à deux reprises, en septembre et avant Noël, donnez-leur les moyens de se relever, rendez-leur l'espoir, redonnez à la Culture la place éminente qu'elle a toujours occupée en France, malgré le chaos de l'Histoire. Parce que la Culture avec ses rires, ses larmes et tout ce qu'elle nous procure est, justement, ce dont les Français ont besoin pour affronter cette crise sanitaire.

Les députés LR cosignataires de la tribune sont:

*Emmanuelle ANTHOINE, députée de la Drôme
Valérie BEAUVAIS, députée de la Marne
Ian BOUCARD, député du Territoire de Belfort
Jean-Claude BOUCHET, député du Vaucluse
Sylvie BOUCHET BELLECOURT, députée de Seine-et-Marne
Julien DIVE, député de l'Aisne
Jean-Pierre DOOR, député du Loiret
Virginie DUBY-MULLER, députée de Haute-Savoie
Jean-Jacques GAULTIER, député des Vosges
Annie GENEVARD, députée du Doubs, Vice-présidente de l'Assemblée nationale
Yves HEMEDINGER, député du Haut-Rhin
Patrick HETZEL, député du Bas-Rhin
Brigitte KUSTER, députée de Paris
Constance LE GRIP, députée des Hauts-de-Seine
Emmanuel MAQUET, député de la Somme
Frédérique MEUNIER, députée de Corrèze
Guillaume PELTIER, député du Loir-et-Cher
Bernard PERRUT, député du Rhône
Nathalie PORTE, députée du Calvados
Alain RAMADIER, député de Sainte-Saint-Denis
Jean-Luc REITZER, député du Haut-Rhin
Jean-Marie SERMIER, député du Jura
Rober THIERRY, député du Pas-de-Calais
Laurence TRASTOUR-ISNART, députée des Alpes-Maritimes
Pierre VATIN, député de l'Oise
Arnaud VIALA, député de l'Aveyron*

Document 5 : Œuvre d'Eduardo Kobra

Les populations du monde entier restent confinées chez elles tandis que d'autres sauvent des vies en première ligne. En période de confinement, les street-artistes désertent à juste titre leur terrain de jeu favori : la rue. Ils ont voulu s'emparer une dernière fois des espaces urbains pour sensibiliser la population et appeler à la solidarité. Ils s'engagent ainsi toutes et tous sur les murs du monde contre le Covid-19.



«Indépendamment de notre situation géographique, de notre ethnicité et de notre religion, nous sommes unis dans la même prière». Le message marquant de l'artiste brésilien Eduardo Kobra, connu mondialement, souligne plus précisément cette œuvre singulière. Il soutient et aide les sans-abris, très vulnérables en cette période de pandémie du Covid-19, en vendant des sérigraphies aux enchères afin de récolter des fonds. De plus cette œuvre monumentale faite dans son atelier, devrait être reproduite à São Paulo et à New-York, épicentre du coronavirus aux Etats-Unis, après le confinement.